

Déclaration du Comité national

Michel Barnier a donné dans son discours de politique générale la tonalité de la politique du gouvernement qu'il dirige. Sans surprise, il a confirmé la poursuite de la politique ultra-libérale au service des plus riches.

Sous prétexte de déficit public, des réductions records des dépenses publiques et sociales sont au menu de sa politique. Elles amèneront de nouvelles régressions pour les services publics et les droits des travailleurs et travailleuses. Même s'il a annoncé vouloir mettre un peu plus à contribution, et de façon temporaire, les plus fortunés, la justice fiscale n'est pas au rendez-vous, loin de là !

S'agissant de la réforme des retraites, il se dit prêt à des aménagements mais sans remise en cause de l'équilibre financier du système. Pour Solidaires, il ne saurait y avoir de négociations à la marge sans revenir au préalable sur le recul de l'âge légal de départ.

Amplification du RSA conditionnel, réforme de l'assurance chômage sous forte contrainte financière ou reprise de l'examen du projet de loi logement de vente à la découpe du logement social, augmentation largement insuffisante du SMIC juste avancée de deux mois, participation, intéressement... c'est Macron qui a écrit le discours de Barnier.

Le premier ministre reprend de plus plusieurs idées nauséabondes de l'extrême droite en choisissant notamment de faire des immigré-es les boucs émissaires des difficultés sociales comme sur les questions sécuritaires avec l'extension des dispositifs mis en place lors des JO ou la révision de l'excuse dite de minorité ainsi que la remise en cause de l'AME.

De plus, la composition de son gouvernement est un signal désastreux à l'égard des femmes et des LGBTI. Les femmes sont en effet pour la plupart reléguées à des postes subalternes. De plus, six ministres ont voté contre le mariage pour tous, l'une s'est abstenue. Plusieurs ministres ont voté contre l'inscription de la liberté d'avorter dans la Constitution. Pour l'Union syndicale Solidaires, l'arrivée au gouvernement de personnalités aussi réactionnaires est inacceptable. Les déclarations de principe du Premier ministre à cet égard n'inspirent aucune confiance.

L'argent est là pourtant : les profits des grandes entreprises françaises n'ont jamais été aussi hauts, les richesses n'ont jamais été aussi concentrées. Pourtant, les inégalités sociales augmentent, et la bifurcation écologique ne cesse de reculer. À cet égard, les déclarations du Premier ministre encourageant le nucléaire, menaçant les éoliennes et les mesures visant à lutter contre l'artificialisation des sols sont particulièrement inquiétantes.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est urgent de répondre à trois priorités :

- 1. L'augmentation des salaires. Solidaires revendique une augmentation de 400 € pour toutes et tous et la hausse du SMIC à 2 000 € net.**
- 2. L'abrogation de la réforme des retraites. Les discours flous du Premier ministre ne répondent pas à l'urgence. Le montant des pensions doit être revalorisé.**
- 3. Réimplanter des services publics de qualité partout sur le territoire.**

La journée de grève de ce premier octobre montre que le fatalisme et la résignation ne sont pas à l'ordre du jour. Solidaires mettra tout en œuvre pour obtenir satisfaction sur nos revendications et que le progrès social soit une réalité.